



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° M_DEC2308_063

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

En vertu du principe comptable de prudence, la collectivité comptabilise toute perte financière probable, dès lors que cette perte est envisagée. Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge probable ou encore d'étaler une charge.

Les provisions devenues sans objet à la suite de la réalisation ou de la disparition du risque ou de la charge, doivent être soldées par leur reprise totale.

D'un point de vue budgétaire, les provisions sont de droit commun semi-budgétaires, il y a uniquement une dépense ou recette de fonctionnement regroupée sur le chapitre 68 « Dotations aux provisions » ou 78 « Reprise sur provisions ».

Après avoir fait le point avec le SGC d'Harfleur, il a été identifié des créances douteuses de plus de 2 ans avec un fort un risque d'admission en non-valeur pour un montant total de 70 736,87 € (voir le détail de ces dernières dans le tableau annexé état arrêté au 31/12/2021).

De plus, il a été identifié des créances douteuses sur l'exercice 2022 avec un risque d'admission en non valeur pour un montant de 16 720,55 € (voir le détail de ces dernières dans le tableau annexé, état arrêté du 01/01/2022 au 31/12/2022).

Pour rappel sur l'exercice 2020, il avait déjà été constitué au 6875 « Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels » une provision similaire d'un montant de 16 000 € (mandat 578 bordereau 339 en date du 21/12/2020) avec comme objet « provision créances admises en non valeur ».

Par conséquent, la totalité des créances douteuses non couverte par une provision s'élève à ce jour à 71 457,42 €

Conformément aux règles budgétaires et financières, la Ville doit anticiper le risque de cette dépense future, par conséquent, il est proposé de provisionner la somme de 70 000 € au 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants » afin de couvrir la quasi totalité du risque probable d'admission en non-valeur au cours des prochains exercices.

VU :

- La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de constituer une provision afin de couvrir le risque inhérent à ces créances douteuses
- qu'il convient de provisionner la somme de 70 000 € pour couvrir la probable future admission en non valeur

DÉCIDE :

De provisionner, au 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants » la somme de 70 000 € en vue de couvrir la quasi totalité du risque probable d'admission en non-valeur au cours des prochains exercices

Imputation budgétaire

Exercice : 2023

Sous-fonction et rubriques : 01-Opérations non ventilables

Nature et intitulé : 6817-Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants

Montant : 70 000,00 €

Par délégation du Conseil Municipal,

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**